



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des Nations Unies  
pour la population**

Distr. générale  
7 novembre 2002  
Français  
Original: anglais

---

**Première session ordinaire de 2003**

20-29 janvier 2003

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**Programmes de pays et questions connexes**

**Assistance au Myanmar**

**Note de l'Administrateur**

*Résumé*

Le présent rapport contient les principaux résultats, conclusions et recommandations de la mission d'évaluation indépendante des projets réalisés dans le cadre de l'Initiative pour le développement humain au Myanmar. Cette mission composée de deux hommes, a été réalisée conformément aux directives du Conseil d'administration énoncées dans ses décisions 98/14 du 19 juin 1998 et 2001/15 du 14 septembre 2001. Depuis son précédent rapport au Conseil d'administration à sa première session ordinaire de janvier 2001 sur la dernière mission d'évaluation de l'Initiative pour le développement humain, l'Administrateur note les faits suivants : a) la quatrième phase de l'Initiative pour le développement humain a été approuvée par le Conseil dans sa décision 2001/15 conformément aux propositions contenues dans le document DP/2001/27; b) 7 des 10 projets de la phase III de l'Initiative pour le développement humain sont devenus opérationnels et ont été remplacés dans la phase IV de l'Initiative par un projet de développement communautaire intégré; c) les projets restants de microfinancement, de prévention et de traitement du VIH/sida, et de développement communautaire dans les circonscriptions isolées ont également été transférés à la phase IV de l'Initiative pour le développement humain.

L'Administrateur note également les points suivants : a) la mission d'évaluation de 2002 de l'Initiative pour le développement humain a eu lieu en mai et juin 2002; b) un rapport oral préliminaire sur les principales conclusions de la mission a été présenté au Conseil d'administration par le Représentant résident à sa seconde session ordinaire de 2002. De manière générale, la mission a constaté que tous les projets de l'Initiative pour le développement humain ont été mis en oeuvre de façon absolument conforme aux dispositions arrêtées par le Conseil d'administration dans ses décisions 93/21 et 98/14. En outre, l'impact global de ces projets sur leurs bénéficiaires a été très positif et a favorisé une forte participation communautaire ainsi que des interactions qui ont amélioré les capacités des collectivités à



s'autogérer. La mission a également mis en relief certaines questions stratégiques et défis, que le Conseil d'administration aimerait peut-être examiner en vue de leur mise en oeuvre éventuelle au titre de la prochaine phase IV de l'Initiative. Le texte complet du rapport de la mission d'évaluation indépendante est disponible sur demande auprès du secrétariat du Conseil d'administration.

*Décision que le Conseil d'administration pourrait prendre*

Le Conseil d'administration souhaiterait peut-être : a) prendre note du document DP/2003/3 et du rapport de la mission indépendante d'évaluation au Myanmar, en particulier des questions stratégiques et des défis qui y sont soulevés; et b) prier l'Administrateur de prendre en compte et de mettre en oeuvre les conclusions de la mission d'évaluation indépendante au cours de la prochaine phase IV de l'Initiative pour le développement humain.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Contexte et objectif . . . . .	1–3	3
II. L'Initiative pour le développement humain, phase III, septembre 1999 à mai 2002 . . . . .	4–13	4
A. Introduction . . . . .	4	4
B. Évaluation par la mission indépendante . . . . .	5	4
C. Impact des projets de l'Initiative pour le développement humain . . . . .	6–13	5
III. Enseignements clefs pour la programmation future . . . . .	14–17	7
IV. Questions stratégiques et défis . . . . .	18–23	8
V. Recommandations de la mission indépendante . . . . .	24–25	9

## I. Contexte et objectif

1. L'assistance que le PNUD fournit au Myanmar depuis 1993 répond strictement aux décisions 93/21, 96/1 et 98/14 et 2001/15 du Conseil d'administration. Conformément aux directives énoncées, les ressources sont allouées, en vue de répondre aux besoins humanitaires et fondamentaux de la population au Myanmar, à des programmes visant à produire un impact durable à l'échelon local dans les domaines des soins de santé primaires, de l'environnement, du VIH/sida, de la formation, de l'éducation et de la sécurité alimentaire. Les projets ont été élaborés et coordonnés entre eux dans le cadre de l'Initiative pour le développement humain. La première phase de l'Initiative (15 projets) a été mise en oeuvre durant la période allant de 1994 à la fin de l'année 1996. La seconde phase (phase complémentaire de l'Initiative pour le développement humain) a porté sur 10 projets qui se sont terminés fin 1999. Les projets de la phase III ont débuté fin 1999 conformément à la décision 98/14 du Conseil d'administration. Sept projets de la phase III ont été achevés en février 2002 et seront remplacés par un projet de développement communautaire intégré. Ce dernier ainsi que les trois projets restants seront reconduits dans le cadre de la phase IV.

2. Dans sa décision 2001/15, le Conseil d'administration a approuvé la poursuite du financement d'activités menées dans les secteurs définis précédemment dans sa décision 93/21, et confirmée par la suite dans ses décisions 96/1 et 98/14. Il a autorisé l'Administrateur à approuver, projet par projet, la reconduction de projets réalisés dans le cadre de l'Initiative pour le développement humain à hauteur de 22 millions de dollars au moyen de ressources prélevées sur les montants cibles pour l'allocation des ressources ordinaires – mais n'excédant pas 50 millions de dollars dans l'éventualité où des fonds supplémentaires pourraient être dégagés de ressources autres qu'ordinaires pour la période 2002-2004. Dans sa décision 98/14, le Conseil a également prié l'Administrateur de continuer à lui présenter chaque année un rapport sur les progrès accomplis et les problèmes rencontrés dans la mise en oeuvre des activités au titre de l'Initiative pour le développement humain. En conséquence, les résultats de la dernière mission d'évaluation indépendante menée en mai et juin 2002 sont présentés au Conseil d'administration à la présente session.

3. Conformément aux décisions 98/14 et 2001/15, le présent rapport contient les principaux résultats, conclusions et recommandations de la mission internationale d'évaluation indépendante composée de deux membres qui s'est déroulée du 18 mai au 22 juin 2002 au Myanmar. L'évaluation a porté sur la période commençant en juillet 2000, date d'achèvement de l'évaluation précédente, jusqu'à fin mai 2002. Cette période est la dernière de la phase III de l'Initiative pour le développement humain (voir décision 98/14 du Conseil). La mission a examiné les problèmes généraux de l'Initiative, les défis et les opportunités rencontrés dans la mise en oeuvre des activités des projets et les contraintes qui sont apparues au niveau opérationnel. Les membres de la mission ont également analysé les stratégies opérationnelles conçues pour la mise en oeuvre de la phase IV de l'Initiative (2002-2004), approuvée par le Conseil d'administration à sa seconde session ordinaire de septembre 2001. Les principales questions que se posait la mission étaient notamment de savoir : a) si les directives pertinentes du Conseil d'administration avaient été fidèlement suivies; b) si les projets, dans le cadre des ressources disponibles, avaient porté sur les domaines critiques affectant le développement humain au Myanmar, notamment l'élimination de l'extrême pauvreté, la protection

et la régénération de l'environnement, la lutte contre le VIH/sida, la sécurité alimentaire, la formation, l'éducation et les soins de santé primaires; c) quel était l'impact général des trois principaux objectifs de l'Initiative pour le développement humain – satisfaction des besoins essentiels, participation accrue au niveau local et renforcement des capacités des collectivités et d'autres groupes cibles; d) si les mécanismes et procédures appropriés de suivi et d'évaluation étaient en place et avaient été opérationnels lors de la phase III de l'Initiative; et e) si les mesures proposées au titre des nouveaux projets (phase IV) s'avéraient appropriées et adéquates pour réaliser les trois principaux objectifs de l'Initiative pour le développement humain.

## **II. L'Initiative pour le développement humain, phase III, septembre 1999 à mai 2002**

### **A. Introduction**

4. Tous les projets dans le cadre de l'Initiative pour le développement humain continuent d'être élaborés et mis en oeuvre conformément aux décisions 93/21, 96/1, 98/14 et 2001/15 du Conseil d'administration. Répondant à une série de critères spécifiques, ces projets ont été mis en oeuvre dans la zone aride, l'État du Shan méridional, le delta de l'Ayeyarwaddy et dans les régions frontalières isolées des États du Rakhine, du Chin et du Kachin. Des projets ont été implantés dans 23 circonscriptions choisies sur un total de 324, dans des zones géographiques déterminées. Les projets de l'Initiative pour le développement humain visent les populations rurales les plus pauvres. Les villages et les arrondissements villageois (une unité administrative de villages adjacents) ont été retenus sur la base des résultats d'enquêtes sur la pauvreté. En moyenne, une assistance est fournie à environ 20 % des arrondissements de villages dans un projet typique relatif à une circonscription, bien que les projets de microcrédit ont tendance à s'étendre sur davantage de villages. Les projets ont été regroupés autour de trois thèmes principaux : a) la satisfaction des besoins de base et humains essentiels dans les domaines des soins de santé primaires, de l'approvisionnement en eau potable et assainissement, de la prévention et du traitement du VIH/sida et de l'enseignement primaire; b) le second groupe de projets vise les autres domaines prioritaires – la sécurité alimentaire, la lutte contre la détérioration de l'environnement, les activités génératrices de revenus et le microcrédit; c) le troisième groupe concerne les activités menées dans les zones frontalières isolées qui s'inscrivent dans le cadre d'une approche de gestion zonale intégrée. À ce jour, l'Initiative pour le développement humain a eu des incidences positives sur près de 4 % de la population du pays qui se chiffre à 48 millions d'habitants.

### **B. Évaluation par la mission indépendante**

5. La mission a constaté que, de façon générale, les projets entrepris dans le cadre de l'Initiative pour le développement humain étaient entièrement conformes aux dispositions des décisions du Conseil d'administration. Les projets mis en oeuvre dans les cinq secteurs critiques désignés par les décisions du Conseil visent tout particulièrement les groupes de populations les plus pauvres dans les 23 circonscriptions sélectionnées. L'impact général du projet sur les bénéficiaires a

été très positif en termes de satisfaction de leurs besoins les plus essentiels. Un pourcentage élevé des villages cibles a développé les capacités nécessaires pour poursuivre des projets de façon autonome en dehors du cadre de l'Initiative. La mission a également souligné quelques-unes des réalisations majeures de la phase III, projet par projet, tout en dégagant les enseignements clefs pour la programmation future. La mission a aussi mis en évidence divers défis stratégiques posés à l'Initiative ainsi que les questions cruciales confrontant le développement humain au Myanmar. Ces différents points ont été développés par la suite et sont susceptibles de constituer un apport précieux aux discussions entre les membres de la mission et le bureau de pays à propos de la planification et de la prestation de services de la phase IV. La mission a également noté que la transition de la phase III à la phase IV avait été gérée de façon bien organisée et bien structurée grâce au déploiement de petites équipes chargées de faciliter la transition dans chaque circonscription.

### C. Impact des projets de l'Initiative pour le développement humain

6. En termes de réussite de la phase III, il a été noté que tous les projets avaient été mis en oeuvre avec succès et que nombre d'entre eux avaient dépassé les buts ou les objectifs fixés, tout en restant dans le cadre des ressources allouées.

7. S'agissant des *soins de santé primaires*, une formation intensive en matière de premiers soins a été donnée dans 3 700 villages représentant environ 387 000 femmes/ménages dans les 11 circonscriptions retenues par l'Initiative. Une série de cours de formation a également été organisée à l'intention de 15 000 chefs de village, de groupes de nouveaux volontaires, d'agents de santé communautaire, de santé de base et de villageois pour leur permettre de mieux comprendre et mieux gérer les services communautaires. Ces activités ont été complétées grâce au financement de 297 microprojets de construction ou de rénovation de petites infrastructures et à la fourniture de matériel et de petits équipements destinés aux centres de santé villageois.

8. En ce qui concerne *l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement*, l'accent a été mis davantage sur le renforcement des capacités. Des programmes de formation intensive ont été organisés à l'intention des communautés villageoises pour les aider à mettre en place, faire fonctionner et entretenir leur propre système d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement. Des ateliers sur la gestion des risques ont aussi été organisés à l'intention des villages vulnérables. Des manuels ainsi que des matériaux pédagogiques ont été élaborés dans le domaine du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que du fonctionnement et de l'entretien des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Environ 2 400 villages ont bénéficié des interventions dans ce secteur.

9. Le projet de lutte contre le *VIH/sida* du PNUD continue d'être le principal mécanisme s'attaquant aux aspects multidimensionnels de la maladie et à ses conséquences. Selon les estimations, le taux d'infection dans le pays se situe à 0,34 % de la population. Le projet a permis d'accroître de façon significative la sensibilisation nationale à la gravité de la maladie et de ses incidences grâce à une étroite collaboration avec les départements techniques des ministères. En association avec le Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA), un plan stratégique commun des Nations Unies a été élaboré pour une

lutte élargie contre le VIH/sida dans le pays. À l'heure actuelle, le projet vise environ 2 % des personnes affectées par la maladie, chiffre bien modeste en comparaison des besoins considérables du pays. Grâce à un emploi stratégique de ressources limitées, le projet a permis de renforcer les capacités institutionnelles ainsi que les liens avec les organisations de la société civile. Il a aussi renforcé les capacités techniques des organisations communautaires en matière de prévention et de traitement du VIH/sida. Les activités du projet portent sur les trois domaines prioritaires suivants : a) modification des comportements au moyen de la communication; b) gestion et soins du VIH/sida et des maladies sexuellement transmissibles; et c) élaboration de politiques et mobilisation des ressources.

10. Au cours des trois phases de l'Initiative pour le développement humain, 80 % de toutes les *écoles primaires* dans les 11 circonscriptions ont reçu une assistance pour la construction de petites infrastructures, qui s'est traduite en près de 630 écoles et 30 centres d'enseignement communautaire. L'assistance technique dans le secteur de l'éducation a porté notamment sur l'élaboration d'un programme d'enseignement, la fourniture de matériel scolaire tel que les manuels, l'appui aux associations de parents et d'enseignants, une éducation non formelle destinée aux jeunes non scolarisés et aux parents et des cours d'alphabétisation pour les volontaires communautaires. Le projet a également développé un système de gestion de l'information dans le domaine de l'éducation couvrant toutes les circonscriptions.

11. Les *projets de microcrédit* concernent 11 circonscriptions dans trois zones géographiques du pays. Les trois organisations non gouvernementales (ONG) partenaires – Grameen Bank (Bangladesh), Private Agencies Collaborating Together (PACT, États-Unis) et le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET, France) – continuent de réaliser et de dépasser les objectifs fixés. Bien que chaque ONG ait adopté une méthode différente de prestation de services, les activités sont coordonnées au moyen de réunions et d'ateliers sur le microfinancement. À ce jour, 1 387 villages représentant 100 000 foyers ont eu accès à des microcrédits. Le taux de remboursement est de l'ordre de 98,5 %.

12. Les trois projets relatifs à *l'environnement et à la sécurité alimentaire* portent sur la détérioration de la zone sèche ainsi que sur celle des États de Shan et du delta. Les projets continuent d'améliorer les technologies et les capacités requises pour augmenter la production et les revenus dans ces zones rurales. Ils facilitent également l'accès des paysans et d'autres groupes vulnérables au microcrédit. Une évaluation menée sur un échantillon de 45 villages dans la zone sèche a trouvé que 80 % des villages étaient devenus capables de s'autogérer. Dans la zone méridionale de l'État de Shan, le projet a déjà contribué à l'amélioration des conditions de vie dans les villages. Quelque 605 villages parmi les plus pauvres ont été choisis dans cet État qui possède quatre bassins hydrographiques d'intérêt national, dont l'existence est en péril. Une formation intensive dans le domaine de la lutte contre l'érosion et des pratiques de conservation des sols a été donnée au sein des villages menacés. Des techniques améliorées de systèmes intégrés d'alimentation des plantes ont été mises en oeuvre. En raison de la préoccupation croissante des populations villageoises à l'égard de la préservation et du maintien de leur environnement naturel, presque tous les ménages utilisent maintenant des fours de cuisine à faible consommation de combustibles, diminuant de la sorte la forte demande de bois de chauffe à des fins domestiques. Dans le delta d'Ayeyarwaddy, un large segment des foyers vulnérables ciblés dans 343 villages (soit approximativement 28 150 foyers) a bénéficié d'une gamme étendue d'interventions en faveur de l'environnement,

allant de la formation à la commercialisation et aux procédures d'achat à une assistance à des petits projets d'aquaculture, d'élevage et de conservation des forêts.

13. Le *projet de développement communautaire dans les circonscriptions frontalières isolées* porte sur 10 circonscriptions frontalières du nord et de l'est du Myanmar – dans les États du Rakhine oriental, de Chin et Kachin. Par le biais d'une approche très intégrée, le projet a permis d'atteindre plus de 126 500 personnes vivant dans 257 villages. Les interventions comprennent notamment des activités génératrices de revenus destinées aux besoins sociaux, le microcrédit, la sécurité alimentaire et les petits projets d'infrastructure. Environ 1 029 groupes communautaires ont été mobilisés, soit 76 % des foyers ciblés. Le projet a également ouvert la voie pour l'extension immédiate de ses activités parallèlement au retrait du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) qui est actuellement engagé dans des opérations de rapatriement vers l'État de Rakhine. Un programme plus étendu d'assistance en matière de besoins essentiels a été élaboré, mais sa mise en oeuvre attend l'accord des autorités nationales.

### III. Enseignements clefs pour la programmation future

14. Au cours des discussions et de la planification de la phase IV de l'Initiative, la mission a mis en relief les enseignements clefs tirés des expériences passées qui ont donné lieu à des recommandations concernant l'orientation de l'assistance future du PNUD à ce pays. Il convient de noter que les recommandations ci-après ont également été formulées après un examen approfondi de l'état général du secteur rural/agricole et de son rapide déclin.

15. La plus haute priorité devrait être accordée au développement du secteur des petites entreprises agricoles. Ce secteur bénéficierait de l'adoption de méthodes plus étendues d'exécution des programmes par le biais du renforcement du développement agricole, en concentrant les ressources appropriées pour faire face à la menace d'une aggravation sérieuse de la sous-alimentation et de la pauvreté dans les zones rurales.

16. La composante du microcrédit dans les projets de l'Initiative a favorisé des investissements dans le développement, notamment dans les domaines de l'environnement et de la sécurité alimentaire. À la lumière des liens fondamentaux entre le crédit et les investissements, la coopération devrait se poursuivre au cours de la phase IV de l'Initiative, en particulier dans les projets de développement communautaire intégré et de microcrédit, qui présentent une utilité fondamentale pour le secteur productif.

17. L'expérience passée a montré que l'amélioration de l'infrastructure rurale peut énormément bénéficier au développement rural. Parmi les domaines prioritaires figurent notamment la protection des infrastructures environnementales, telles que les petits barrages, les structures de contrôle de l'érosion, et la protection communautaire des forêts. Ces activités tendent à être caractérisées par une forte composante de main-d'oeuvre et peuvent être entreprises durant la morte saison. Elles peuvent contribuer aux revenus familiaux tout en permettant d'augmenter considérablement le rendement des récoltes annuelles grâce aux améliorations apportées à l'environnement.

#### IV. Questions stratégiques et défis

18. Les trois dernières phases de l'Initiative ont certainement bénéficié de la compréhension plus approfondie de la complexité de la situation du développement humain en Myanmar. Toutefois, une petite partie seulement de l'ensemble de la population rurale (65 %) a bénéficié de l'Initiative pour un développement humain. Ayant oeuvré dans 23 circonscriptions sur 324, le PNUD se trouve confronté aujourd'hui au défi de reproduire les approches couronnées de succès dans le cadre de l'Initiative pour qu'un plus grand nombre de circonscriptions dans le pays en bénéficient. La mission a reconnu qu'il s'agissait là d'une tâche gigantesque compte tenu des contraintes de financement et, par conséquent, a émis des propositions sur lesquelles l'Initiative pourrait principalement porter ses efforts dans sa prochaine phase.

19. En s'efforçant d'étendre la couverture des projets et d'augmenter leur efficacité en vue de réduire la pauvreté, les projets devraient être plutôt axés sur des régions que sur des villages, comme c'est actuellement le cas. Cela permettrait à l'Initiative d'étendre ses services techniques à la totalité des villages d'une région ou d'une zone écologique. Les mécanismes appropriés de prestation de services devraient être adaptés pour réaliser une approche plus intégrée.

20. Pour rendre durable l'impact sur la réduction de la pauvreté, l'Initiative devra examiner les possibilités d'étendre horizontalement (aux autres villages et circonscriptions) le processus de développement humain ainsi que verticalement aux échelons supérieurs des réseaux d'appui, tels que les départements ministériels, les autorités administratives et les marchés de plus grande dimension. Le succès remporté par le projet de microfinancement grâce à la démarche suivie en constitue un bon exemple. Le défi consiste maintenant à donner une forme institutionnelle aux groupes fournisseurs de crédit ainsi qu'à leurs réseaux pour les relier aux réseaux d'appui des échelons supérieurs dans le pays si l'on désire des services financiers durables au-delà de l'Initiative.

21. L'environnement macroéconomique n'est pas en mesure de fournir les mesures d'incitation nécessaires pour diversifier le système de culture afin d'obtenir des récoltes plus rentables. Il s'avère nécessaire de procéder à une réforme des politiques pour permettre au pays de réaliser une croissance équitable et rapide. En l'absence d'une politique favorable à l'environnement, les progrès réalisés à l'échelon local ne peuvent être durables. Des changements dans les politiques clefs affectant le bien-être des populations rurales devraient être accompagnés d'un renforcement crucial des capacités dans le domaine commun de la recherche et de l'analyse des politiques, tant au sein du PNUD que dans le pays lui-même. Bien que l'examen sectoriel de l'agriculture proposé par le PNUD et l'enquête sur la pauvreté soient utiles à long terme, il est plus urgent d'étudier les possibilités de développer les capacités dans le domaine de la formulation des politiques. À cet effet, des visites sur le terrain seront nécessaires ainsi que les contributions du niveau local au processus d'élaboration des politiques de même que le dialogue avec les collectivités sur les questions qui affectent leur bien-être.

22. Un autre besoin crucial est de compléter les activités à court et à long terme par des mesures permettant de faire face aux chocs soudains. Aider les pauvres à réaliser la sécurité alimentaire signifie également réduire leur vulnérabilité aux risques de mauvaise santé, aux chocs économiques et aux catastrophes naturelles.



tout en leur apportant une assistance en cas de chocs. Les catastrophes naturelles et les chocs inattendus peuvent sérieusement compromettre la sécurité alimentaire d'un grand nombre de pauvres dans le pays. Lorsqu'une catastrophe frappe l'une des circonscriptions assistées par le PNUD dans le cadre de l'Initiative, ce dernier doit être en mesure de fournir rapidement des secours et d'atténuer les conséquences de la catastrophe.

23. En s'efforçant de rendre durable l'impact des projets de l'Initiative, le PNUD devrait adopter une approche plus flexible dans la prochaine phase, ce qui lui permettrait d'examiner les possibilités d'étendre ces projets sur une grande échelle, d'élargir leur impact et de recourir à des mesures favorables aux pauvres. Cela, à son tour, serait susceptible d'exercer un effet positif sur les grands défis confrontant le développement humain dans ce pays.

## **V. Recommandations de la mission indépendante**

24. La mission a constaté que la situation socioéconomique et environnementale se dégradait tellement rapidement que les chocs étaient susceptibles de devenir plus graves et plus fréquents aux niveaux des ménages, des villages et à plus grande échelle, des collectivités et des États. Elle a entraîné une aggravation des conditions d'existence des pauvres, particulièrement dans le secteur rural/agricole qui représente environ 65 % de la population au Myanmar. Au cours de la dernière décennie, les activités économiques ont principalement porté sur l'exploitation intensive des ressources naturelles des zones rurales plutôt que sur des investissements de développement durable. Associée à une augmentation annuelle de 2,2 % de la population, la dégradation concomitante de l'environnement affaiblirait encore plus l'économie rurale du fait de la baisse de la productivité agricole, des revenus, d'une augmentation des chocs et de l'insécurité alimentaire, entraînant un appauvrissement supplémentaire des familles dans les zones rurales. Tenant compte de cette situation, la mission a fait les recommandations suivantes relatives à la phase IV de l'Initiative :

a) Pour alléger les effets d'une crise potentielle sur les fronts de la pauvreté et de la sécurité alimentaire, la priorité la plus élevée devrait être accordée aux mesures permettant d'accroître la sécurité alimentaire et les revenus agricoles;

b) Une partie du budget des projets devrait être allouée à des programmes de « travail contre rémunération », à mettre en oeuvre durant des périodes de un à trois mois chaque année dans les zones de pauvreté extrême, lorsque les revenus agricoles sont insuffisants et que l'épargne a été épuisée. Un portefeuille de petits projets d'infrastructure, à forte composante de main-d'oeuvre, axés sur la production agricole ou la protection de l'environnement, avec un potentiel de rendement élevé, devrait être préparé pour exécution immédiate, selon que de besoin. Un tel projet a déjà été entrepris dans l'ancien projet de développement communautaire des circonscriptions isolées dans le cadre de la phase III de l'Initiative;

c) Le PNUD devrait assumer un rôle dynamique de premier plan pour informer la communauté internationale des donateurs de l'extrême gravité de la situation du VIH/sida dans le pays et de la nécessité d'obtenir d'importantes ressources additionnelles pour faire face à l'épidémie qui se propage rapidement au Myanmar;

d) La plus haute priorité devrait être accordée au projet de microfinancement en vue d'élaborer avec les autorités gouvernementales chargées des finances et autres instances compétentes la législation nécessaire et de la faire promulguer par le Gouvernement. Cela permettrait aux institutions de microfinancement similaires à celles qui fonctionnent déjà dans le cadre de l'Initiative d'être étendues à l'ensemble du pays. Un éventail plus large de clients pourrait bénéficier du microcrédit, par exemple dans l'agriculture, l'élevage, et la pêche;

e) Le PNUD devrait d'urgence concrétiser les arrangements relatifs à l'enquête prévue, intégrée et globale, sur les ménages ainsi qu'à l'examen du secteur agricole. À cet égard, la mission a noté le soin avec lequel la documentation avait été établie et la clarté des plans d'enquête, permettant une mise en oeuvre immédiate. Une coordination renforcée avec le Gouvernement et les donateurs intéressés sera toutefois essentielle pour que ces études réalisent leur objectif de constituer des sources importantes de collecte des données nécessaires aux politiques de lutte contre la pauvreté;

f) Il a été fortement recommandé que le PNUD lance des activités de prévention et de réduction des risques dans toutes les zones de l'Initiative en faisant appel plus systématiquement à des systèmes d'alerte rapide. Il devrait également identifier les sources d'information les plus importantes pour suivre les situations d'urgence, instaurer des procédures d'aide en cas d'urgence et examiner les possibilités de renforcer la collaboration avec les instances gouvernementales chargées des catastrophes au niveau des circonscriptions;

g) En vue de sensibiliser et de faire mieux connaître le caractère d'urgence de l'aggravation de la pauvreté dans le pays, la mission propose que des personnels des départements de l'agriculture et des forêts deviennent des partenaires techniques dans les secteurs pertinents de l'Initiative.

25. Conformément à la décision 2001/15 du 14 septembre 2001, le PNUD se trouve confronté à l'opportunité et au défi d'augmenter les ressources du projet en faisant appel à des contributions offertes par d'autres donateurs. De l'avis de la mission, les besoins prioritaires des nouvelles zones géographiques devraient être mis en relief dans l'élaboration d'une stratégie de mobilisation de ressources supplémentaires.